



BENJAMIN KELLER

NOUVEAU DÉPART Avec les fonds perçus de la Suisse pour l'aide au retour, Walid Jebali s'est lancé dans l'élevage de moutons avec un cousin en Tunisie. Pour ce faire, ils ont reçu 6000 francs de la Confédération.

De l'autre côté de l'aide au retour

Reportage. Plus de 700 requérants tunisiens ont reçu un soutien financier de la Suisse pour rentrer chez eux et lancer un projet dans le cadre du programme spécial mis en place après le printemps arabe. Rencontre avec deux d'entre eux.

BENJAMIN KELLER TUNIS

Vous l'avez peut-être croisé à Genève.

Si ça se trouve, il vous a même servi le café. Walid Jebali, Tunisien de 36 ans, a passé dix mois en Suisse, de novembre 2011 à septembre 2012, dans l'espoir d'y trouver du travail. En vain. Sans ressources, sans permis, il s'est résolu à accepter l'argent que lui a proposé la Confédération pour rentrer dans son pays et lancer un projet. Comme plus de 700 autres de ses compatriotes, il a bénéficié du programme spécial d'aide au retour mis en place pour les demandeurs d'asile tunisiens au lendemain de la révolution du 14 janvier 2011, dans le cadre du partenariat migratoire conclu avec la Tunisie en 2012. Objectif: motiver les Tunisiens à rebrousser chemin après l'exode qui s'est produit à la suite du printemps arabe.

Depuis le 15 juillet 2012, les requérants tunisiens qui rentrent chez eux volontairement peuvent toucher un montant de base de 1000 francs par adulte et de 500 francs par mineur, ainsi que jusqu'à 4000 francs supplémentaires

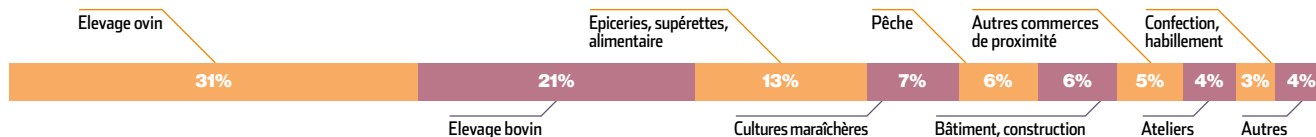
pour lancer un projet entrepreneurial. La somme peut atteindre 15 000 francs pour des projets collectifs. De plus, les bénéficiaires reçoivent des conseils, une formation et un accompagnement en Tunisie. Les frais de voyage sont également pris en charge. Il faut néanmoins remplir certaines conditions, comme ne pas avoir commis de délit. Et il n'est possible d'en profiter qu'une seule fois. Ce programme spécifique offre des prestations plus étendues que l'aide individuelle au retour proposée par la Suisse à tous les demandeurs d'asile.

Walid Jebali s'est engagé dans l'élevage de moutons avec un cousin. Une bonne affaire en Tunisie: non seulement cette viande est très recherchée, mais le sacrifice de ces animaux figure au cœur de la culture populaire. Une bête peut atteindre des prix élevés, facilement de 300 à 400 francs, durant la fête du sacrifice, qui a lieu une fois par an. Les deux hommes possèdent une trentaine d'ovins dans une zone rurale au nord du grand Tunis. La Suisse les a soutenus à hauteur de 6000 francs, soit 3000 francs chacun.

«Nous avons déjà eu onze agnelles depuis que nous nous sommes lancés en juin dernier», se réjouit Walid Jebali en désignant son bétail installé dans une cabane de briques et de taule construite au milieu d'un terrain pentu et caillouteux. Pour le moment, l'élevage ne rapporte rien. Les propriétaires attendent que le troupeau s'agrandisse. Aussi, Walid Jebali a décroché un emploi dans un centre d'appels et son cousin s'occupe des bêtes.

Walid Jebali a quitté la Tunisie en 2004, pour «travailler et découvrir l'Europe», avec un visa en poche. «Je ne suis pas parti en barque, coupe d'emblée en riant ce polyglotte qui maîtrise aussi bien le français et l'arabe que l'italien. Mon frère m'a aidé à obtenir un permis de travail en Italie. J'ai été plongeur dans un restaurant puis aide-cuisinier.» Victime de pépins de santé, il perd ses papiers de séjour pour n'avoir pas payé ses charges sociales. Il se rend six mois à Paris, où son frère l'héberge et subvient en partie à ses besoins, mais ne trouve pas de job. «Le 11 novembre 2011 à 10 heures, j'ai pris le train pour Genève.» La Suisse ne voudra pas de lui.

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS SOUTENUS PAR LA SUISSE



«TOUT SAUF LE PARADIS.»

«Ma vie était misérable à Genève, se souvient l'ancien migrant. En Suisse, soit tu voles, soit tu vends de la drogue. J'ai dormi durant quatre mois à l'abri PC, passé aussi des nuits dehors et même squatté un appartement abandonné.» Pour survivre, il enchaîne les petits boulots au noir. «J'ai été serveur dans un café, j'ai également assisté une personne âgée.» Alors, quand un ami suisse lui parle de l'aide au retour, sa décision est vite prise. «Je ne pouvais pas rester dans cette situation. Je suis donc parti au centre d'enregistrement de Chiasso pour en faire la demande. Quinze jours après, j'étais en Tunisie.»

La réintégration n'a pas été facile. «Depuis la révolution, c'est encore pire qu'avant. Les prix ont triplé. L'Etat ne nous accorde aucun soutien, le pays est totalement désorganisé.» Son séjour en Europe lui a permis d'emmagasiner de l'expérience, dit-il. Il se montre reconnaissant envers la Suisse: «Sans l'aide au retour, je n'aurais pas pu monter ce projet d'élevage.» Il n'envisage pas de retenter sa chance sur l'autre rive de la Méditerranée, en tout cas pas pour l'instant. «L'Europe, c'est tout sauf le paradis.»

Les bénéficiaires de l'appui financier de la Confédération sont libres de lancer le projet de leur choix en Tunisie, explique Fabio D'Onofrio, coordinateur du programme au sein de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), chargée par la Suisse de l'accueil des

migrants à l'aéroport, de la mise en œuvre sur place, jusqu'aux visites de suivi. «Nous les dissuadons lorsque l'entreprise nous paraît irréaliste, mais nous tenons à leur laisser de l'autonomie, car ils connaissent leur environnement économique», précise ce responsable italien.

L'une des spécificités du modèle helvétique tient au fait que le montant dévoué au projet n'est pas délivré en main propre aux requérants, mais versé directement aux fournisseurs. «Nous contrôlons minutieusement les devis. Il est arrivé plusieurs fois que des bénéficiaires tentent d'acheter la voiture de leur père ou de leur frère», sourit Fabio D'Onofrio. Même si la gestion de la filière est relativement lourde, le système me paraît efficace car, contrairement à d'autres pays qui donnent de l'argent en liquide et qui laissent ensuite les migrants se débrouiller, la Suisse assure un réel suivi.»

DE LA BOISSON AUX VÊTEMENTS

Les projets ne réussissent pas toujours. Wissem Hiraoui, 25 ans, formé dans le bâtiment, fait partie des milliers de jeunes Tunisiens qui ont pris la mer après la chute du dictateur Ben Ali, en quête

d'une vie meilleure. Il a rejoint l'Italie avec des amis, aidé par des passeurs. Lui aussi a galéré. «Quand je suis parti, je pensais que j'allais trouver facilement du boulot, j'ai vite été désillusionné, raconte-t-il en arabe. J'ai travaillé un peu dans l'agriculture en Italie, c'est tout.» Il a ensuite passé quatre mois en Suisse, «un peu partout», avant de se voir refuser un visa à Chiasso et proposer l'aide au retour.

Rentré chez lui il y a une année et demie environ, Wissem Hiraoui a monté avec deux partenaires un projet communautaire de stockage de boissons dans le sud du grand Tunis, pour lequel ils ont perçu 9000 francs en mai 2013. Comme ils n'avaient pas assez d'argent pour acquérir une voiture de livraison, ils ont reconverti les locaux en boutique de vêtements pour femmes. Et ça marche? «Ça va, *hamdoulallah* («Dieu soit loué»), répond sa mère. La famille dispose aussi d'une petite épicerie située la porte à côté. De quoi faire vivre quatre personnes. «Notre situation est meilleure qu'avant le départ de Wissem», apprécie-t-elle. Elle se jette dans les bras de son fils, gêné, les yeux pétillants d'amour. Pour elle, le plus important est de l'avoir retrouvé. ■

715
Nombre de migrants revenus en Tunisie depuis la Suisse dans le cadre du programme spécial d'aide au retour

491
Nombre de projets entrepreneuriaux financés

80%
Taux de réussite des projets

852
Nombre d'emplois créés en Tunisie

UN BILAN «POSITIF»

Le bilan du programme spécial d'aide au retour mis en place en juillet 2012 pour les demandeurs d'asile tunisiens est «positif», estime Lukas Rüst, responsable du domaine migration et protection au sein de la division coopération internationale à l'ambassade de Suisse à Tunis, qui coordonne son application. «Huitante pour cent des projets réalisés sont toujours sur pied grâce à un système d'approbation, d'accompagnement et de suivi rigoureux. Des producteurs laitiers ont par exemple pu intégrer la filière de distribution du lait.»

Un rapport du Conseil fédéral, publié en mai dernier, conclut lui aussi à l'efficacité de l'aide au retour: «Il s'agit d'une solution de substitution à la fois crédible, respectueuse de la dignité humaine et peu onéreuse aux retours sous la contrainte.» Une déten-

tion d'un mois en vue d'un renvoi ou d'une expulsion coûte déjà plus de 6000 francs. Le rapport indique aussi que l'aide au retour n'a pas d'effet d'attraction systématique et n'entraîne pas d'augmentation de l'immigration irrégulière.

Après avoir été prolongé en 2013, le programme devrait en principe s'arrêter à la fin de cette année. Les demandes d'asile de migrants tunisiens en Suisse ont fortement baissé depuis son lancement. Au troisième trimestre 2014, 577 requêtes ont été déposées, contre 1737 au total pour l'année 2013, 2239 pour 2012 et 2574 pour 2011, selon l'Office fédéral des migrations. «Nous sommes en train d'examiner comment nous allons continuer», explique Lukas Rüst. Quoi qu'il arrive, les migrants tunisiens pourront toujours bénéficier de l'aide au retour individuelle que peuvent solliciter tous les requérants d'asile en Suisse, avec des prestations moins étendues. ■